

Wednesday/Mercredi

April 29 Avril 2020

N° 12085 / 8284- 45th Year / 45^e année

400 FCFA



e

tat

ns



Lutte contre le coronavirus

L'appui de l'Union européenne

■ L'institution annonce une contribution d'environ sept milliards de F pour soutenir la réponse du Cameroun à cette crise sanitaire mondiale. p.5

Confederation of African
Football

Sport Federations Take St...

Lutte contre le Covid-19

L'appui de l'Union européenne

Partenaire privilégié du Cameroun, l'Union européenne soutient le plan gouvernement de riposte contre le coronavirus. Elle annonce en effet le déblocage d'une enveloppe d'environ sept milliards pour soutenir les pouvoirs publics, l'Or-

ganisation mondiale de la Santé et la société civile dans la croisade contre cette crise sanitaire. Concrètement, l'UE entend appuyer les efforts du Cameroun face à cette crise, notamment à travers son plan de réponse dans le secteur de la santé et dans le domaine

économique. A ce titre, elle entend y injecter six milliards de F, avec un accent sur « la réponse immédiate et sur des mesures concrètes, palpables ». Par ailleurs, elle s'investira dans l'acquisition de médicaments, de matériel de protection ou d'équipement médical. L'au-

tre pan de ce financement couvrira la sensibilisation des populations, la diffusion des mesures prises pour stopper la propagation de cette pandémie.

L'ambassadeur, chef de la Délégation de l'UE est amplement revenu sur les contours de cet appui.

S.E. Hans-Peter Schadek dans une interview accordée à CT, évoque d'autres centres d'intérêt, notamment l'allégement de la dette, le soutien au secteur privé ou la mise en œuvre des différents programmes en cours dans notre pays.

A.M.

« Nous voulons soutenir la réponse du Cameroun à la crise »

■ S.E. Hans-Peter Schadek, ambassadeur, chef de la Délégation de l'Union européenne.

Dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 au Cameroun, l'Union européenne a annoncé une enveloppe d'environ 7 milliards de FCFA. Qu'est-ce qui motive cette décision ? Quels en seront les bénéficiaires pour les populations civiles ?

Nous sommes en face d'une crise mondiale qui ne pourra être résolue qu'à l'échelle mondiale, dans un esprit de solidarité internationale et de coordination. Et comme vous le savez, des mesures très fortes ont déjà été prises pour contenir la pandémie, notamment en Europe.



S'agit-il de nouveaux fonds ou bien est-il question d'utiliser des réserves du Fonds Européen de Développement ?

Pour l'essentiel, ces financements proviennent de fonds et programmes existants. Mais un accent particulier est désormais mis sur la réponse au COVID-19. En ce qui concerne le Cameroun, nous avons fait des efforts importants pour réorienter certaines ressources et programmes ou pour anticiper leur décaissement. C'est en particulier le cas de l'appui budgétaire, qui initialement était prévu pour la fin d'année. Mais c'est maintenant, je pense, que ces fonds seront les plus utiles pour répondre rapidement à la crise.

Certains programmes de développement seront-ils suspendus pour donner la priorité à la lutte contre le coronavirus ?

Certainement pas. Les programmes en cours continuent. Ce que nous faisons actuellement avec nos par-

ces pays, leur permettant de financer les mesures d'urgence face au COVID-19. C'est dans ce sillage que le G20 a déclaré soutenir la suspension temporaire du service de la dette des pays en question. Bien entendu, l'UE soutient cette réaction mondiale coordonnée et certains Etats Membres, comme la France récemment, ont déjà annoncé des mesures très importantes. Dans le cas du Cameroun, si tous les bailleurs s'alignent sur cette initiative, ce seraient des dizaines de milliards de FCFA qui pourraient être libérés encore en 2020 pour contribuer à la réponse au Covid. D'ailleurs, l'UE est en train de préparer une réponse européenne à cet appel du G20 pour le Cameroun. Nous espérons que d'autres bailleurs importants emboîteront le pas dans cet effort.

Enfin, et peut-être une dernière question : comment s'articulent les initiatives de l'UE et celles de ses Etats-membres ?

Effectivement, outre les institutions

Un développement de FCFA. Qu'est-ce qui motive cette décision ? Quels en seront les bénéfices pour les populations civiles ?

Nous sommes en face d'une crise mondiale qui ne pourra être résolue qu'à l'échelle mondiale, dans un esprit de solidarité internationale et de coordination. Et comme vous le savez, des mesures très fortes ont déjà été prises pour contenir la pandémie notamment en Europe. Mais la réponse européenne vise à aller au-delà. Elle s'adresse aussi à nos partenaires ailleurs dans le monde, dont fait partie le Cameroun. La réponse ne peut être que globale, dans tous les pays, car ce virus, hélas, ne connaît pas de frontières. Les 7 milliards de FCFA auxquels vous faites référence auront pour objectif de soutenir la réponse du Cameroun à la crise via son plan de réponse dans le secteur de la santé et dans le domaine socio-économique. Ce sera essentiellement par l'outil d'appui budgétaire, pour le gros de ce montant, avec un accent sur la réponse immédiate et sur des mesures concrètes, palpables. Cet appui sera de l'ordre de 6 milliards de FCFA.

Nous allons aussi contribuer, pour 650 millions de FCFA environ, aux actions d'urgence menées par OMS, par exemple avec l'acquisition de médicaments, de matériel de protection ou d'équipement médical. Et nous comptons également contribuer avec 450 millions de FCFA environ à l'action de la société civile dans la réponse à la crise, car elle joue un rôle important dans la sensibilisation des populations, dans l'éducation et dans la diffusion des messages. Enfin, nous réfléchissons aussi à un soutien au secteur privé et aux entreprises, ensemble avec la Banque Européenne d'Investissement.

A noter que le « bras humanitaire » de l'Union européenne, ECHO,



S.E. Hans-Peter Schadek : « Les programmes en cours continuent. Ce que nous faisons actuellement avec nos partenaires, c'est d'adapter ou réorienter certains programmes ou projets... »

contribue également à une réponse robuste et globale de l'UE au COVID-19, visant en particulier les populations vulnérables. Dans ce cadre, au Cameroun, ECHO contribue au Plan stratégique de réponse de l'OMS avec un montant de 2,3 millions d'euros. ECHO est aussi en train d'adapter, dans la mesure du possible, ses actions humanitaires déjà en cours ou prévus pour 2020, pour contribuer à la réponse au COVID-19. Cela concerne en particulier les projets dans les secteurs de la santé et de l'eau/assainissement mais aussi de la logistique, en appui des acteurs humanitaires.

Quelles sont les autres initiatives de l'UE dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 ?

En effet, l'Europe s'est fortement mobilisée pour contribuer à une réponse globale à la crise, en réunissant ses forces. C'est d'ailleurs l'esprit de ce que nous appelons la réponse de la « Team Europe », qui réunit désormais les efforts des Etats membres et des différentes institutions de l'UE. C'est ainsi que la Présidente de la Commission européenne, Mme Ursula Von der Leyen, a récemment annoncé que l'UE, en tant que « Team Europe », est en

train mobiliser plus de 15,6 milliards d'Euros pour venir en appui à nos pays partenaires à travers le monde. Pour l'essentiel, ce financement sera réparti dans trois domaines : environ 500 millions d'Euros pour la réaction d'urgence à court terme, 2,8 milliards d'Euros pour soutenir les systèmes de recherche, de santé et de distribution d'eau dans les pays partenaires, et 12 milliards d'Euros pour faire face aux conséquences économiques et sociales. A noter que sur ces 15,6 milliards, 5,2 milliards d'Euros seront des prêts de la Banque Européenne d'Investissement. Ces ressources devraient financer des actions de court, moyen et long termes. Elles intègrent d'ailleurs la possibilité d'un recours à des garanties budgétaires permettant de mobiliser des fonds privés supplémentaires. Je voudrais ajouter aussi qu'avec l'appui de l'Union européenne, l'OMS va intensifier la lutte contre le COVID-19 dans l'ensemble des pays ACP. Une enveloppe de 34 milliards de FCFA a été mobilisé pour cela, dont une partie bénéficiera aussi au Cameroun. L'échelon multilatéral est en effet un élément clef de la réponse européenne à cette crise.

concerne le Cameroun, nous avons fait des efforts importants pour réorienter certaines ressources et programmes ou pour anticiper leur décaissement. C'est en particulier le cas de l'appui budgétaire, qui initialement était prévu pour la fin d'année. Mais c'est maintenant, je pense, que ces fonds seront les plus utiles pour répondre rapidement à la crise.

Certains programmes de développement seront-ils suspendus pour donner la priorité à la lutte contre le coronavirus ?

Certainement pas. Les programmes en cours continuent. Ce que nous faisons actuellement avec nos partenaires, c'est d'adapter ou réorienter certains programmes ou projets dont la mise en œuvre est impactée en raison de la pandémie ou qui sans prolongation auraient pu perdre des ressources. Ainsi, des programmes vitaux fournissant des services de base, notamment en matière de développement local et rural ou de résilience et de sécurité alimentaire continuent à fonctionner. Et ceci, bien entendu dans la mesure où les mesures préventives contre la propagation du virus sont pleinement respectées. Il n'est pas question, évidemment, d'organiser de grandes réunions, des sessions de formation ou ateliers qui engagent un nombre important de personnes, dans le contexte actuel.

L'UE consentira-t-elle à l'allègement de la dette des pays en développement ?

Il est important de rappeler que la question de la dette demande une réponse coordonnée internationale. Tous les bailleurs, privés et publics, doivent pouvoir se serrer les coudes en faveur des pays en difficulté et des populations défavorisées. A juste titre, le plaidoyer du FMI et de la Banque mondiale pour un moratoire sur la dette bilatérale et multilatérale en faveur des pays les plus pauvres vise à dégager des ressources sur les budgets de

France récemment, ont déjà annoncé des mesures très importantes. Dans le cas du Cameroun, si tous les bailleurs s'alignent sur cette initiative, ce seraient des dizaines de milliards de FCFA qui pourraient être libérés encore en 2020 pour contribuer à la réponse au Covid. D'ailleurs, l'UE est en train de préparer une réponse européenne à cet appel du G20 pour le Cameroun. Nous espérons que d'autres bailleurs importants emboîteront le pas dans cet effort.

Enfin, et peut-être une dernière question : comment s'articulent les initiatives de l'UE et celles de ses Etats-membres ?

Effectivement, outre les institutions et agences de l'Union européenne, il faut prendre en compte les efforts de nos Etats membres qui font partie de la réponse européenne. Ce sont d'ailleurs tous nos Etats membres, même si non présents au Cameroun, qui alimentent conjointement le budget de la Commission européenne et le Fonds Européen de Développement, et qui sont les actionnaires de la Banque Européenne d'Investissement. Actuellement, les Etats Membres présents sur place ici, dont certains de nombreux programmes de coopération comme l'Allemagne et la France, sont en train d'ajuster leurs actions et de mobiliser des ressources pour répondre à la crise. Ainsi, on peut dire qu'une enveloppe totale d'environ 14,5 milliards de FCFA a déjà été allouée, UE et Etats-membres cumulés, à la réponse à la crise COVID-19 ici au Cameroun. Ce montant pourrait encore augmenter dans les prochains mois, avec d'autres actions en cours de préparation. Et bien évidemment, un possible moratoire du service de la dette, comme j'ai évoqué tout à l'heure, pourra apporter une contribution encore beaucoup plus importante.

Propos recueillis par
Azize MBOHOU

Lutte contre le Covid-19

L'appui de l'Union européenne

Partenaire privilégié du Cameroun, l'Union européenne soutient le plan gouvernement de riposte contre le coronavirus. Elle annonce en effet le déblocage d'une enveloppe d'environ sept milliards pour soutenir les pouvoirs publics, l'Or-

ganisation mondiale de la Santé et la société civile dans la croisade contre cette crise sanitaire. Concrètement, l'UE entend appuyer les efforts du Cameroun face à cette crise, notamment à travers son plan de réponse dans le secteur de la santé et dans le domaine

économique. A ce titre, elle entend y injecter six milliards de F, avec un accent sur « la réponse immédiate et sur des mesures concrètes, palpables ». Par ailleurs, elle s'investira dans l'acquisition de médicaments, de matériel de protection ou d'équipement médical. L'au-

tre pan de ce financement couvrira la sensibilisation des populations, la diffusion des mesures prises pour stopper la propagation de cette pandémie. L'ambassadeur, chef de la Délégation de l'UE est amplement revenu sur les contours de cet appui.

S.E. Hans-Peter Schadek dans une interview accordée à CT, évoque d'autres centres d'intérêt, notamment l'allègement de la dette, le soutien au secteur privé ou la mise en œuvre des différents programmes en cours dans notre pays. **A.M.**

« Nous voulons soutenir la réponse du Cameroun à la crise »

■ S.E. Hans-Peter Schadek, ambassadeur, chef de la Délégation de l'Union européenne.



S.E. Hans-Peter Schadek : « Les programmes en cours continuent. Ce que nous faisons actuellement avec nos partenaires, c'est d'adapter ou réorienter certains programmes ou projets... »

Dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 au Cameroun, l'Union européenne a annoncé une enveloppe d'environ 7 milliards de FCFA. Qu'est-ce qui motive cette décision ? Quels en seront les bénéfices pour les populations civiles ?

Nous sommes en face d'une crise mondiale qui ne pourra être résolue qu'à l'échelle mondiale, dans un esprit de solidarité internationale et de coordination. Et comme vous le savez, des mesures très fortes ont déjà été prises pour contenir la pandémie notamment en Europe. Mais la réponse européenne vise à aller au-delà. Elle s'adresse aussi à nos partenaires ailleurs dans le monde, dont fait partie le Cameroun. La réponse ne peut être que globale, dans tous les pays, car ce virus, hélas, ne connaît pas de frontières. Les 7 milliards de FCFA auxquels vous faites référence auront pour objectif de soutenir la réponse du Cameroun à la crise via son plan de réponse dans le secteur de la santé et dans le domaine socio-économique. Ce sera essentiellement par l'outil d'appui budgétaire, pour le gros de ce montant, avec un accent sur la réponse immédiate et sur des mesures concrètes, palpables. Cet appui sera de l'ordre de 6 milliards de FCFA.

Nous allons aussi contribuer, pour 650 millions de FCFA environ, aux actions d'urgence menées par OMS, par exemple avec l'acquisition de médicaments, de matériel de protection ou d'équipement médical. Et nous comptons également contribuer avec 450 millions de FCFA environ à l'action de la société civile dans la réponse à la crise, car elle joue un rôle important dans la sensibilisation des populations, dans l'éducation et dans la diffusion des messages. Enfin, nous réfléchissons aussi à un soutien au secteur privé et aux entreprises, ensemble avec la Banque Européenne d'Investissement.

A noter que le « bras humanitaire » de l'Union européenne, ECHO,

contribue également à une réponse robuste et globale de l'UE au COVID-19, visant en particulier les populations vulnérables. Dans ce cadre, au Cameroun, ECHO contribue au Plan stratégique de réponse de l'OMS avec un montant de 2,3 millions d'euros. ECHO est aussi en train d'adapter, dans la mesure du possible, ses actions humanitaires déjà en cours ou prévus pour 2020, pour contribuer à la réponse au COVID-19. Cela concerne en particulier les projets dans les secteurs de la santé et de l'eau/assainissement mais aussi de la logistique, en appui des acteurs humanitaires.

Quelles sont les autres initiatives de l'UE dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 ?

En effet, l'Europe s'est fortement mobilisée pour contribuer à une réponse globale à la crise, en réunissant ses forces. C'est d'ailleurs l'esprit de ce que nous appelons la réponse de la « Team Europe », qui réunit désormais les efforts des Etats membres et des différentes institutions de l'UE. C'est ainsi que la Présidente de la Commission européenne, Mme Ursula Von der Leyen, a récemment annoncé que l'UE, en tant que « Team Europe », est en

train mobiliser plus de 15,6 milliards d'Euros pour venir en appui à nos pays partenaires à travers le monde. Pour l'essentiel, ce financement sera réparti dans trois domaines : environ 500 millions d'Euros pour la réaction d'urgence à court terme, 2,8 milliards d'Euros pour soutenir les systèmes de recherche, de santé et de distribution d'eau dans les pays partenaires, et 12 milliards d'Euros pour faire face aux conséquences économiques et sociales. A noter que sur ces 15,6 milliards, 5,2 milliards d'Euros seront des prêts de la Banque Européenne d'Investissement. Ces ressources devraient financer des actions de court, moyen et long termes. Elles intègrent d'ailleurs la possibilité d'un recours à des garanties budgétaires permettant de mobiliser des fonds privés supplémentaires. Je voudrais ajouter aussi qu'avec l'appui de l'Union européenne, l'OMS va intensifier la lutte contre le COVID-19 dans l'ensemble des pays ACP. Une enveloppe de 34 milliards de FCFA a été mobilisée pour cela, dont une partie bénéficiera aussi au Cameroun. L'échelon multilatéral est en effet un élément clef de la réponse européenne à cette crise.

S'agit-il de nouveaux fonds ou bien est-il question d'utiliser des réserves du Fonds Européen de Développement ?

Pour l'essentiel, ces financements proviennent de fonds et programmes existants. Mais un accent particulier est désormais mis sur la réponse au COVID-19. En ce qui concerne le Cameroun, nous avons fait des efforts importants pour réorienter certaines ressources et programmes ou pour anticiper leur décaissement. C'est en particulier le cas de l'appui budgétaire, qui initialement était prévu pour la fin d'année. Mais c'est maintenant, je pense, que ces fonds seront les plus utiles pour répondre rapidement à la crise.

Certains programmes de développement seront-ils suspendus pour donner la priorité à la lutte contre le coronavirus ?

Certainement pas. Les programmes en cours continuent. Ce que nous faisons actuellement avec nos partenaires, c'est d'adapter ou réorienter certains programmes ou projets dont la mise en œuvre est impactée en raison de la pandémie ou qui sans prolongation auraient pu perdre des ressources. Ainsi, des programmes vitaux fournissant des services de base, notamment en matière de développement local et rural ou de résilience et de sécurité alimentaire continuent à fonctionner. Et ceci, bien entendu dans la mesure où les mesures préventives contre la propagation du virus sont pleinement respectées. Il n'est pas question, évidemment, d'organiser de grandes réunions, des sessions de formation ou ateliers qui engagent un nombre important de personnes, dans le contexte actuel.

L'UE consentira-t-elle à l'allègement de la dette des pays en développement ?

Il est important de rappeler que la question de la dette demande une réponse coordonnée internationale. Tous les bailleurs, privés et publics, doivent pouvoir se serrer les coudes en faveur des pays en difficulté et des populations défavorisées. A juste titre, le plaidoyer du FMI et de la Banque mondiale pour un moratoire sur la dette bilatérale et multilatérale en faveur des pays les plus pauvres vise à dégager des ressources sur les budgets de

ces pays, leur permettant de financer les mesures d'urgence face au COVID-19. C'est dans ce sillage que le G20 a déclaré soutenir la suspension temporaire du service de la dette des pays en question. Bien entendu, l'UE soutient cette réaction mondiale coordonnée et certains Etats Membres, comme la France récemment, ont déjà annoncé des mesures très importantes. Dans le cas du Cameroun, si tous les bailleurs s'alignent sur cette initiative, ce seraient des dizaines de milliards de FCFA qui pourraient être libérés encore en 2020 pour contribuer à la réponse au Covid. D'ailleurs, l'UE est en train de préparer une réponse européenne à cet appel du G20 pour le Cameroun. Nous espérons que d'autres bailleurs importants emboîteront le pas dans cet effort.

Enfin, et peut-être une dernière question : comment s'articulent les initiatives de l'UE et celles de ses Etats-membres ?

Effectivement, outre les institutions et agences de l'Union européenne, il faut prendre en compte les efforts de nos Etats membres qui font partie de la réponse européenne. Ce sont d'ailleurs tous nos Etats membres, même si non présents au Cameroun, qui alimentent conjointement le budget de la Commission européenne et le Fonds Européen de Développement, et qui sont les actionnaires de la Banque Européenne d'Investissement. Actuellement, les Etats Membres présents sur place ici, dont certains de nombreux programmes de coopération comme l'Allemagne et la France, sont en train d'ajuster leurs actions et de mobiliser des ressources pour répondre à la crise. Ainsi, on peut dire qu'une enveloppe totale d'environ 14,5 milliards de FCFA a déjà été allouée, UE et Etats-membres cumulés, à la réponse à la crise COVID-19 ici au Cameroun. Ce montant pourrait encore augmenter dans les prochains mois, avec d'autres actions en cours de préparation. Et bien évidemment, un possible moratoire du service de la dette, comme j'ai évoqué tout à l'heure, pourra apporter une contribution encore beaucoup plus importante. ■

Propos recueillis par
Azize MBOHOU